

## **Texte-préambule à la séance du séminaire des Fabriques de sociologie du 4 février 2023**

Avant-propos : Ce texte a été composé à plusieurs mains/claviers au fil de la préparation de la séance du séminaire du 4 février. Il reprend certains éléments évoqués de longue date (au carrefour de différentes rencontres, coopérations antérieures) et d'autres plus récents. Il n'est pas exhaustif, probablement très incomplet et n'a pas fait l'objet d'un long travail d'écriture. Nous l'avons plutôt imaginé comme permettant de partager quelques premiers jalons pour se mettre en enquête collectivement. Nous avons souhaité le faire exister pour avoir une première matière commune, libre à chacun.e et à « nous » collectivement de le détricoter et/ou de s'en émanciper au fil des échanges. Nous avons aussi souhaité le partager un peu en amont de notre séance pour permettre à ceux qui ne pourraient pas en être de se sentir aussi invité.es à résonner de leurs expériences et points de vue propres et de pouvoir aussi être parties prenantes si elleux le souhaitent de cette enquête aux contours et temporalités encore à faire advenir.

### A propos des conditions matérielles de nos recherches-actions, expérimentations artistiques, sociales et politiques (motif retenu pour notre séance du séminaire)

Mener l'enquête sur les conditions matérielles de nos recherches demande, d'un côté, d'élaborer des liens avec des dimensions souvent plus grandes que nous, l'économie, le travail, les inégalités systémiques, la loi et de l'autre, d'entrer dans les détails des perceptions et des vécus singuliers des nos rapports au temps, à l'activité, à l'habitat, aux autres...

Pour réduire ce grand écart, le salariat et l'entrepreneuriat s'offrent à nous comme des solutions premières. Or ces voies ont aujourd'hui du mal à répondre aux attentes ou aspirations que nous projetons sur nos aventures de recherche, nos « métiers » ou « activités » de chercheur.ses, praticien.nes-chercheur.ses, artistes, travailleur.euses du social, etc. Elles peuvent parfois aussi exclure de fait ceux qui ne souhaiteraient pas en faire leur "métier". Et si ce n'est pas de la recherche que l'on vit, il faut parfois vivre d'autres choses et alors c'est la course au temps libre/libéré - prêt, feu, go ! 35H (a minima) - "gestion" de la vie quotidienne - une pincée de loisirs / temps familial et il ne reste plus que la nuit pour assouvir nos désirs de recherche !

Au sein et en dehors du salariat/entrepreneuriat, l'insatisfaction nous pousse alors à laisser venir des subterfuges pour vivre une liberté de recherches, se soustraire des pressions organisationnelles, patronales, institutionnelles, familiales et à bricoler d'autres voies, plus ou moins collectives, plus ou moins dans les clous de la légalité, parfois se soustrayant au droit existant ou tentant de le transformer par le faire et l'expérimentation.

Ainsi depuis des endroits plus ou moins institués, nous avons sûrement plein d'expériences à partager qui, en pratique(s), se débrouillent avec les grandes déterminations sociales tout en prenant soin du feu qui alimente nos désirs de recherche. Cette enquête est l'occasion de nommer ce qui met nos pratiques en tension, jusque dans les abris que nous nous sommes parfois constitués (quand cela nous est possible) pour échapper à la pression économique et sociale.

Nous voudrions nous demander les un.es les autres, au plus près du réel, comment nous faisons, quelles ont été nos tentatives (dans l'ici et maintenant), nos inspirations (ce que peut-être nous avons emprunté ailleurs), quels ont été nos arts de faire ? Entre le visible et l'invisible, le su et l'insu, les bricolages individuels et les supports collectifs, qu'est-ce qui a fonctionné ou pas, qu'est-ce qui pourrait être à remis à l'ouvrage, qu'est-ce qui questionne, quelles seraient les pistes encore non-inexplorées ?

Nous aimerions tenter d'inscrire cela dans un paysage plus large qu'est celui des formes anciennes et nouvelles du précarité, de la baisse des protections statutaires (à l'Université notamment), salariale (association, collectivités), de l'alignement vers le bas (moindre redistribution possible) et inégalités économiques et symboliques qui perdurent (voire s'accroissent ?) entre les trajectoires, les opportunités de diplômes, statuts, emplois, etc.

Se redire aussi que l'économique est politique et que parler « argent », « conditions matérielles de vie » et « redistribution » dans nos collectifs n'est pas toujours évident et vient nous interroger intimement sur nos propres trajectoires, rend plus visible les inégalités mais vient aussi nous inviter à aller au-delà de nos représentations quand aux réalités et besoins des un.es et des autres.

Aussi il se pourrait que mettre sur la table et discuter nos circuits financiers et écologies matérielles ne soient pas qu'une histoire de tabou mais aussi de manque de méthode et d'habitudes, parfois peut-être surplus d'inquiétudes, etc. Nous pensons qu'il y a matière à se partager ou à s'inventer aussi nos outils de reconscientisation régulière et de travail en collectif.

En filigrane de ces expériences que nous pourrions nous partager, quelques autres questions affleurent et nous font porter attention et soin à certains aspects qui pourrions nous aider à ouvrir des possibles pour la suite. Sans forcément y chercher des réponses, nous pensons qu'elles sont importantes pour nous accompagner dans ce mouvement :

- comment, dans le processus de l'enquête et de l'échange, protéger l'invisible des illégitimités et illégalités indispensables à nos bricolages, voire nos survies ?
- comment témoigner d'expériences individuelles et/ou collectives éclairantes sans verser dans le solutionnisme (ou la généralisation de « solutions » locales, personnelles...) ?
- comment se mettre en chemin vers une mutuelle de recherche pour aider celles et ceux qui sont empêché.es dans leurs activités par la pression économique et sociale ?
- dans un contexte où l'État produit de la ségrégation (cf. loi séparatismes) en imposant les voies légitimes et légales pour subvenir à ses besoins et les autres (repoussées par la loi vers l'illégalité), quelles libertés risquer dans l'expérimentation de mises en commun de moyens ?
- expérimenter collectivement des formes mutuelles, cagnottes, caisses communes, salariat sans obligation de production (...) demande d'interroger notre rapport singulier au travail, à l'argent, au temps et à la loi. Quels outils de questionnements, quelles formes d'ateliers mettre en œuvre pour aborder ces sujets ? Et pour mieux vivre ces expériences collectives, de quelles déconstructions a-t-on besoin ?
- possiblement, ouvrir l'enquête sur les conditions matérielles de nos activités nous amènera aussi à nommer la qualité de la recherche que nous visons, celle précisément contrariée par l'économie, l'organisation du travail, le « collectif ». Alors comment faire commun matériellement sans pour autant uniformiser / normaliser les teneurs diverses des recherches auxquelles nous aspirons ?